

**DEKRA Industrial SAS**  
**ACT CTC PROVENCE ALPES**  
DOMAINE DE LA VALLEE VERTE  
Rue de la Vallée Verte  
Bât Bourbon 1 - BP 40038  
13367 MARSEILLE CEDEX 11  
Tel : 04.91.87.63.19

**Maître d'ouvrage :**  
**M Dimitri VRIGNAUD**  
**ETAB PUBLIC AMENAGEM**  
**EUROMEDITERRANEE**  
**Immeuble 79 Boulevard de Dunkerque**  
**13002 MARSEILLE**



## **EUROMED - VRD LIT - CROTTES - ZOCCOLA**

Ouvrage(s) : | Aménagement voirie

### **Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Projet**

**Maître d'Ouvrage :**

ETAB PUBLIC AMENAGEM EUROMEDITERRANEE  
Immeuble 79 Boulevard de Dunkerque  
13002 MARSEILLE

Mission concernée :

Av, Hand, L\*, LE

Nature des travaux :

Aménagement extérieur

**Etabli par :**

**AYMAN BOUISS**

**Ingénieur généraliste**



Référence : **54285522/1**

Nombre de pages : 24

Date : 5 février 2025



\* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC  
Accréditation n° 3-105  
Liste des implantations et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

DEKRA Industrial SAS.  
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1  
[www.dekra-industrial.fr](http://www.dekra-industrial.fr) - N°TVA FR 44 433 250 834  
SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



## **SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>DONNÉES GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DU RAPPORT .....	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS .....	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION .....	3
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT .....	4
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS .....	6
1.6	FORMULATION DES AVIS .....	7
1.7	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS .....	8
<b>2</b>	<b>AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....</b>	<b>10</b>
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS .....	10
2.2	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	12
2.3	ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES .....	18



---

# 1 DONNÉES GÉNÉRALES

---

## 1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission Av + Hand + L + LE de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

## 1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

### DONNEUR D'ORDRE

**ETAB PUBLIC AMENAGEMENT  
EUROMEDITERRANEE  
Immeuble 79 Boulevard de Dunkerque  
13002 MARSEILLE**

### MAITRE D'OUVRAGE

**ETAB PUBLIC AMENAGEMENT  
EUROMEDITERRANEE  
Immeuble 79 Boulevard de Dunkerque  
13002 MARSEILLE**

## 1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

- **Adresse du chantier :** Immeuble 79 Boulevard de Dunkerque  
13002 MARSEILLE
- **Nature et objet des travaux :**

### Résumé du programme de travaux

Aménagement urbain du secteur Zoccola-Crottes sur le périmètre de l'EPA Euromediterrannée.



### Description du site

**Zone inondable** : non

**Présence d'avoisinant** : oui

**Intervention dans l'existant** : non

**Référence de l'étude géotechnique** : B.2.7\_Zoccola\_PRO\_MS4\_G2 PRO (fontaine)

Les fondations préconisées par le géotechnicien sont de type : Radier

Etude géotechnique phase conception pour le fontaine.

En raison de la nature des sols, le géotechnicien n'autorise pas la réalisation de dallage.

### Description des voiries

#### Aménagement voirie

VRD
-----

## 1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

**RAPPEL : Nous rappelons à l'ensemble des acteurs de la construction (maître d'œuvre, maître d'ouvrage, entreprises, sous-traitants, ...) que le présent rapport fait partie intégrante du dossier de l'opération. Il doit faire l'objet d'une lecture COMPLETE y compris du corps du rapport qui peut contenir des compléments d'information ou des recommandations qui ne sont pas nécessairement repris dans le récapitulatif des avis.**

**Nous rappelons que ce rapport constitue une vérification en stade conception du dossier et ne constitue qu'une présomption de conformité future des ouvrages.** Les avis favorables indiqués sont donnés uniquement sur les principes généraux. Il ne dispense



pas de réaliser un contrôle PAR SONDAGE en phase exécution. Nous rappelons que le contrôleur technique n'est pas tenu de vérifier l'ensemble des plans et ouvrages, par ailleurs ce contrôle ne se substitue pas aux autocontrôles de l'entreprise. Son contrôle lors de la phase exécution est ciblé sur les ouvrages à risques. Notre mission ne peut pas être confondue avec une mission de maîtrise d'œuvre EXE. (Pas de VISA de plan)

**ATTENTION : Nous informons l'ensemble des acteurs que le présent rapport constitue une mise à jour du RICT initial (en phase DCE). Il corrige les remarques formulées en fonction des documents marchés contenant la correction/précision. Celui-ci ne constitue pas une re-vérification complète du projet. Seules les remarques préexistantes ont fait l'objet d'une modification.**

Le maître d'ouvrage nous a confié les missions suivantes limitées au programme de travaux précédemment décrit :

- L : Relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (\*) « Indissociable de l'enveloppe et de la structure du bâtiment »
- LE : Relative à la solidité des existants
- HAND : Relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées.
- Av : Relative à la stabilité des avoisinants.

#### ➤ Limites d'intervention sur existants :

Notre mission ne comprend que les vérifications en matière de sécurité incendie et de solidité des existants des éléments modifiés dans le cadre des travaux. (cf. Résumé du programme des travaux).

Notre mission ne peut pas être confondue avec une mission de diagnostic exhaustif des dispositions actuelles du bâtiment. (Aucune vérification sur la conformité, la bonne mise en œuvre, ou l'entretien des éléments existants ne sera réalisée, notre responsabilité ne peut être recherchée sur des éléments non modifiés dans le cadre des travaux).

Il est rappelé que la responsabilité du contrôleur technique ne peut être engagée sur les parties non visibles ou non accessibles lors de ses visites et interventions et notamment sur :

- le dimensionnement et la capacité portante des ouvrages d'ossature et de fondations existants concernant les ouvrages non modifiés dans le cadre des travaux,
- le respect vis-à-vis des réglementations et normes en vigueur concernant les ouvrages non modifiés dans le cadre des travaux,
- les modifications ou réparations mineurs ne permettant pas de donner un avis sur un ouvrage complet, sauf dans le cas où les travaux de réparation sont décrits par le fabricant du procédé en place.

Nous rappelons par ailleurs que l'intervention du contrôleur technique pour la mission LE comprend exclusivement l'examen visuel de l'état apparent des existants. Ni le diagnostic préalable des existants, ni l'établissement d'un état des lieux concernant les existants ne font partie de sa mission. En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

Aléas techniques mission LE (§ 14.2)



Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

## 1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

### ➤ **Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux**

Les avis des Services Administratifs concernés doivent être impérativement pris en compte .



## 1.6 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués dans les documents communiqués, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**  
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.  
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**  
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
- **PM : pour mémoire**  
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**  
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**  
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**  
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



## 1.7 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
0_Zoccola_PRO_MS4_Sommaire	
1.1_Zoccola_PRO_MS4_Notice architecturale et paysagère	
1.2_Zoccola_DCE_MS4_Notice technique	
1.2_Zoccola_PRO_MS4_Notice technique (Annexe - Bilan CO2)	
1.2_Zoccola_PRO_MS4_Notice technique (Annexe - Carnet de phasage)	
1.2_Zoccola_PRO_MS4_Notice technique (Annexe - Planning général travaux jalons)	
1.2_Zoccola_PRO_MS4_Notice technique (Annexe - Planning général travaux)	
1.3_Zoccola_PRO_MS3_Notice dépollution et réemploi	
1.4_Zoccola_PRO_MS4_PERS1_Place Emmanuelli	
1.4_Zoccola_PRO_MS4_PERS2_Place Moncada	
1.4_Zoccola_PRO_MS4_PERS3_rue Romieu (1)	
1.4_Zoccola_PRO_MS4_PERS4_rue Romieu (2)	
1.4_Zoccola_PRO_MS4_PERS5_rue Edgar Quinet	
1.4_Zoccola_PRO_MS4_Perspectives compilées	
1.5_Zoccola_PRO_MS4_Notice fontaine	
A.1.10_Zoccola_PRO_MS4_Plan de signalisation_Planche Sud	
A.1.11.1_Zoccola_PRO_MS4_Plan d'éclairage public	
A.1.11.2_Zoccola_PRO_MS4_FTI - Eclairage public	
A.1.12.1_Zoccola_PRO_MS4_Plan des réseaux humides proj_Planche Sud	
A.1.12.2_Zoccola_PRO_MS4_Plan des réseaux secs projetés_Planche Sud	
A.1.12.3_Zoccola_PRO_MS4_PL-EP_Planche Sud	
A.1.12.4_Zoccola_PRO_MS4_PL-EU_Planche Sud	
A.1.12.5_Zoccola_PRO_MS4_Plan reseaux existants_Planche Sud	
A.1.12.6_Zoccola_PRO_MS4_Plan synthèse réseaux existants-projetés_Planche Sud	
A.1.12.7_Zoccola_PRO_MS4_Plan du réseau d'arrosage automatique	
A.1.13.1_Zoccola_PRO_MS4_Plan des girations_Planche Sud-Om	
A.1.13.2_Zoccola_PRO_MS4_Plan des girations_Planche Sud-Pompier	
A.1.13.3_Zoccola_PRO_MS4_Plan des girations_Planche Sud-PL	
A.1.13.4_Zoccola_PRO_MS4_Plan des girations_Planche Sud-VL	
A.1.14.1_Zoccola_PRO_MS4_Plan des hydrants_Planche Sud	
A.1.14.2_Zoccola_PRO_MS4_Plan de Défense Incendie_Planche Sud	





DOCUMENTS	INDICE
A.1.1_Zoccola_PRO_MS4_Plan de l'existant_Planche Sud	
A.1.2_Zoccola_PRO_MS4_Plan de sol et de plantations basses	
A.1.3_Zoccola_PRO_MS4_Plan des plantations hautes et arbustes	
A.1.4_Zoccola_PRO_MS4_Plan masse de bordure	
A.1.5_Zoccola_PRO_MS4_Plan des sols fertiles	
A.1.6_Zoccola_PRO_MS4_Plan de la place Moncada	
A.1.7_Zoccola_PRO_MS4_Plan de la place Emmanuelli	
A.1.8_Zoccola_PRO_MS4_Plan Nivellement_Planche Sud-Planche1	
A.1.8_Zoccola_PRO_MS4_Plan Nivellement_Planche Sud-Planche2	
A.1.9_Zoccola_PRO_MS4_Plan des structures de chaussée_Planche Sud-S2	
A.1.9_Zoccola_PRO_MS4_Plan des structures de chaussée_Planche Sud-S3	
A.1.9_Zoccola_PRO_MS4_Plan des structures de chaussée_Planche Sud-S4	
A.2.1_Zoccola_PRO_MS4_Carnet de coupes des aménagements	
A.2.2_Zoccola_PRO_MS4_Carnet de mobiliers et pierres	
A.2.3_Zoccola_PRO_MS4_Carnet de mobiliers jeux	
A.2.4_Zoccola_PRO_MS4_Carnet de plans techniques fontainerie	
B.2.1_Zoccola_PRO_MS4_Planning général travaux (jalons)	
B.2.1_Zoccola_PRO_MS4_Planning général travaux	
B.2.2_Zoccola_PRO_MS4_Carnet de phasage	
B.2.3_Zoccola_PRO_Guide des prescriptions générales réseaux humides - DEAP	
B.2.4_Zoccola_PRO_Règlement du système pluvial urbain métropolitain - DEAP	
B.2.5_Zoccola_PRO_CCTP installations d'éclairage public VDM	
B.2.6.1_Zoccola_PRO_MS4_Notice éclairage	
B.2.6.2_Zoccola_DCE_MS4_Tirs photométriques	
B.2.7_Zoccola_PRO_MS4_G2 PRO (fontaine)	
B.2.9_Zoccola_PRO_MS4_Plan de gestion	



## 2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

### 2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

N°	POINTS EXAMINÉS	COMMENTAIRES	AVIS
<b>ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES</b>			
<b>Accessibilité aux personnes handicapées de la voirie et des espaces publics : Décrets n°2006-1657 et n°2006-1658 du 21 décembre 2006 et arrêté du 15 janvier 2007 modifié</b>			
1	➤ Signalétique et systèmes d'information  <b>Informations visuelles sur le mobilier urbain et destinées à l'indication des lieux ou à l'information du public</b>	A ce stade de l'opération nous ne pouvons pas nous prononcer.	S
2	➤ Main courante  <b>De chaque côté ou une main courante intermédiaire permettant de prendre appui de part et d'autre</b>	Confirmez la présence d'une main courante de chaque côté des escaliers. Apparaît que d'un côté sur les plans "SER01_MAIN-COURANTE_6/7/9MARCHES"	S
3	➤ Main courante  <b>Double main courante intermédiaire si la largeur de l'escalier &gt; 4,20 m</b>	A confirmer.	S
4	<b>Emplacement horizontal au dévers ou à la pente près &lt; 2 %</b>	A préciser pour la place PMR à l'angle Sud-Est de l'Auberge La Tulipe.	S
5	<b>Parcmètres</b>	A confirmer.	S
6	<b>Hauteur du trottoir adaptée aux matériels roulants utilisés</b>	A préciser.	S
7	<b>Au moins 1 cheminement d'accès, depuis le trottoir jusqu'à l'aire d'attente, dégagé de tout obstacle</b>	A préciser	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
8	Largeur entre le nez du trottoir et le retour de l'abri pour voyageurs éventuel	Confirmer la présence d'un abri pour voyageur.	S



## 2.2 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

### Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><i>SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES</i></p> <p><b>Définition générale</b> suivant la norme NF P 03-100</p> <p>Obligation des acteurs de l'acte de construire</p>	<p>Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.</p> <p>Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.</p> <p>Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante.</p> <p>A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>1 - L'identification du responsable des vérifications techniques.</li><li>2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis.</li><li>3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.</li><li>4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).</li></ul>	<p>PM</p> <p>PM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Expression des avis sur l'ouvrage</b>	<p>Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises.</p> <p>Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage.</p> <p>Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.</p>	PM
<b>CONCEPTION D'ENSEMBLE</b>		
Géologie, stabilité du site		F
<b>V.R.D.</b>		
<b>Voirie (composition structure de chaussée ; hypothèses de trafic ; essais validant la mise en œuvre)</b>	Selon les conditions générales d'intervention COPREC, seules les voiries dont la destination est la desserte privative de la construction sont visées par la mission de contrôle L.	F
<b>Réseaux (EU, EP, AEP, électricité, autres...)</b>	Selon les conditions générales d'intervention COPREC, seuls les réseaux dont la destination est la desserte privative de la construction sont visés par la mission de contrôle L.	F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Divers (terrassements, stockages enterrés,...)		F
<i>FONDATIONS / INFRASTRUCTURES / SOUTÈNEMENTS / DALLAGES / EAUX SOUTERRAINES</i>		
Analyse de l'étude de sol	Partie fontaine	F
Terrassements généraux		F
Radier	D'après l'étude géotechnique : La fondation de l'ouvrage sera constituée d'un radier porteur rigide. Après mise en oeuvre d'un gros béton épais de 0,20 m minimum, les sols sollicités par assise du radier sont a priori les formations compactes du Stampien.	F
<i>ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS</i>		
Plomberie	Les éléments dissociables de la structure (non encastrés en dalle ni scellés au gros-oeuvre) ne relèvent pas de la mission de contrôle technique L	F



## Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>STABILITE DES AVOISINANTS</b>		
Définition générale de la mission	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprises en sous-œuvre et voiles périphériques) prévus dans le marché de travaux, sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.	PM
Définition d'un avoisinant selon la norme NF P 03-100	Bâtiments contigus à l'ouvrage objet de l'opération de construction ou ouvrages nommément désignés au contrat de contrôle technique.	PM
<b>RENSEIGNEMENTS SUR LES AVOISINANTS</b>		
Documents définissant les avoisinants		F
Résultats des études de diagnostic et documents se rapportant à l'état des avoisinants	Absence de diagnostic.	SO
En l'absence d'études de diagnostic, prise en compte par le contrôleur technique des éléments résultants de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants.		F
<b>INCIDENCE DE LA REALISATION DES OUVRAGES NEUFS SUR LES AVOISINANTS</b>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Mode opératoire défini par le géotechnicien		F
Programme de suivi		F





## Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i>		
<b>Définition générale de la mission</b>	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.	PM
<i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i>		
<b>Constat d'état des lieux, études et diagnostics fournis par le Maître d'Ouvrage</b>		F
<b>Examen visuel préalable aux travaux en l'absence de communication de résultat d'études de diagnostic et état des lieux</b>		F
<b>Examen du programme de travaux en lien avec l'état des existants.</b>		F



## 2.3 ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Accessibilité aux personnes handicapées de la voirie et des espaces publics : Décrets n°2006-1657 et n°2006-1658 du 21 décembre 2006 et arrêté du 15 janvier 2007 modifié

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><b>Décret n°2006-1658 et arrêté du 15 janvier 2007</b></p> <p><b>PRESCRIPTIONS TECHNIQUES POUR L'ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS</b></p>		
<p><b>ARTICLE 1</b></p>		
<p><b>CHEMINEMENTS</b></p>		
<p><b>Largeur de passage <math>\geq 1,40</math> m hors obstacles</b></p>		F
<p><b>Largeur de passage <math>\geq 1,20</math> m si aucun mur ou obstacle de part et d'autre du cheminement</b></p>		F
<p><b>Dévers <math>\leq 2</math> %</b></p>		F
<p><b>Nature du sol</b> Non meuble, non glissant, sans obstacle à la roue, la canne ou au pied</p>		F
<p><b>Trous ou fentes dans le sol avec diamètre ou largeur <math>&lt; 2</math> cm</b></p>		F
<p><b>Pentes</b></p>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Si dénivellation, pente $\leq 5\%$	Lorsqu'une pente est nécessaire pour franchir une dénivellation, elle est inférieure à 5 %. Lorsqu'elle dépasse 4 %, un palier de repos est aménagé en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres en cheminement continu. Un garde-corps permettant de prendre appui est obligatoire le long de toute rupture de niveau de plus de 0,40 mètre de hauteur.	PM
En cas d'impossibilités techniques	En cas d'impossibilité technique, due notamment à la topographie et à la disposition des constructions existantes, une pente de cheminement supérieure à 5 % est tolérée. Cette pente peut aller jusqu'à 8 % sur une longueur inférieure ou égale à 2 mètres et jusqu'à 12 % sur une longueur inférieure ou égale à 0,50 mètre.	PM
Palier de repos	Les paliers de repos sont horizontaux et ménagent un espace rectangulaire de 1,20 mètre par 1,40 mètre, hors obstacle éventuel. Ils sont aménagés conformément aux prescriptions du 1° du présent article et à chaque bifurcation du cheminement.	PM
<b>Ressauts</b>	Les ressauts sur les cheminements et au droit des passages pour piétons sont à bords arrondis ou munis de chanfreins. La hauteur des ressauts est au maximum de 2 centimètres. Elle peut atteindre 4 centimètres lorsque les ressauts sont aménagés en chanfrein " à un pour trois ". La distance minimale entre deux ressauts successifs est de 2,50 mètres. Les pentes comportant plusieurs ressauts successifs, dits " pas-d'âne ", sont interdites.	PM
<b>Traversées pour piétons</b>	Au droit de chaque traversée pour piétons, des " abaissés " de trottoir, ou " bateaux ", sont réalisés avec des ressauts respectant les prescriptions du 5° du présent article. La partie abaissée du bateau a une largeur minimale de 1,20 mètre et les pentes des plans inclinés sont conformes au 1° du présent article. Si la largeur du trottoir le permet, un passage horizontal d'au moins 0,80 mètre est réservé au droit des traversées pour piétons entre la pente du plan incliné vers la chaussée et le cadre bâti ou tout autre obstacle.	PM
Bande d'éveil et de vigilance au	Une bande d'éveil de vigilance conforme aux	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
droit des traversées matérialisées	normes en vigueur est implantée pour avertir les personnes aveugles ou malvoyantes au droit des traversées matérialisées.	
<b>Passage pour piétons</b>	Les passages pour piétons sont dotés d'un marquage réglementaire conformément à la septième partie (Marques sur chaussées) de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963, et notamment son article 118. Ils comportent un contraste visuel, tel que précisé en annexe 1 de l'arrêté du 15 janvier 2007. L'obligation du marquage réglementaire mentionnée à l'alinéa précédent ne s'applique pas aux traversées par les piétons des voies sur lesquelles circulent des véhicules de transport public assujettis à suivre, de façon permanente, une trajectoire déterminée par un ou des rails matériels.	PM
<b>EQUIPEMENTS ET MOBILIERS</b>	Ce point concerne l'ensemble des équipements et mobiliers installés sur la voirie et dans l'espace public.	
<b>Repérage</b>		
Bande contrastée par rapport à l'arrière plan ou support (annexe 1 de l'arrêté du 15 janvier 2007)		PM
Bande contrastée d'une hauteur $\geq$ 10 cm apposée sur le pourtour du support ou sur chaque face de l'équipement sur une longueur $\geq$ 1/3 de la largeur de l'équipement		PM
Bande contrastée à une hauteur comprise entre 1,20 m et 1,40 m du sol		PM
<b>Dispositifs d'éclairage</b> (annexe 2 de l'arrêté du 15 janvier 2007)	Les matériaux utilisés et les éventuels dispositifs d'éclairage respectent les dispositions de l'annexe 2 de l'arrêté du 15 janvier 2007.	PM
<b>Obstacles sur le cheminement</b>		
S'ils sont en porte à faux : hauteur		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
libre de passage $\geq 2,20$ m		
S'ils sont en saillie latérale $> 15$ cm avec une hauteur de passage libre $< 2,20$ m : mise en place d'un élément bas à leur aplomb à une hauteur $\leq 0,40$ m par rapport au sol ou surépaisseur au sol d'au moins 3 cm		PM
<b>Cheminement avec passage sélectif</b> Permettre le passage d'un fauteuil roulant de gabarit 0,80 m x 1,30 m		PM
<b>Signalétique et systèmes d'information</b>	La signalisation routière n'est pas visée par les présentes exigences.	
Informations visuelles sur le mobilier urbain et destinées à l'indication des lieux ou à l'information du public	A ce stade de l'opération nous ne pouvons pas nous prononcer.	S
Commandes des systèmes d'information		
<i>Hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m</i>		PM
<i>Surface de contact tactile</i>		PM
<i>Identifiés par un pictogramme ou une inscription en relief</i>		PM
<i>Espace d'usage au droit du système : 0,90 m x 1,30 m</i>		PM
<i>Si messages sonores doublent les messages visuels, installation d'un dispositif équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique ou équivalent</i>		PM
<b>ESCALIERS</b>		
	Les escaliers mécaniques ne sont pas visés par les présentes exigences.	
<b>Largeur d'un escalier</b>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
>= 1,30 m, si un mur d'un côté		F
<b>Hauteur de marches &lt;= 16 cm</b>		F
<b>Nez de marche contrasté sur une largeur &gt;= 5 cm pour la 1ère et dernière marches</b>		F
<b>Main courante</b>		
Pour les escaliers de 3 marches ou plus		F
De chaque côté ou une main courante intermédiaire permettant de prendre appui de part et d'autre	Confirmez la présence d'une main courante de chaque côté des escaliers. Apparaît que d'un côté sur les plans "SER01_MAIN-COURANTE_6/7/9MARCHES"	S
Largeur du passage >= 1,20 m entre mains courantes		F
Hauteur comprise entre 0,80 m et 1 m, mesurée à la verticale du nez de marche		F
Double main courante intermédiaire si la largeur de l'escalier > 4,20 m	A confirmer.	S
<b>STATIONNEMENT RESERVE</b>		
<b>Nombre</b>		
2 % de l'ensemble des emplacements matérialisés de la zone de stationnement considérée		F
<b>Accès libre, sans obstacles</b>		F
<b>Possibilité de rejoindre le trottoir ou le cheminement piétons sans danger et sans rencontrer d'obstacle</b>		
Place de plain pied avec le trottoir et stationnement longitudinal à gauche :		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<i>Largeur de l'emplacement &gt;= 2 m</i>		F
<i>Largeur de trottoir &gt;= 1,80 m avec une bande latérale matérialisée d'une largeur = 0,80 m au droit de l'emplacement</i>		F
<b>Emplacement horizontal au dévers ou à la pente près &lt; 2 %</b>	A préciser pour la place PMR à l'angle Sud-Est de l'Auberge La Tulipe.	S
<b>Repérage des emplacements réservés</b>		
Signalisation verticale : panneaux B6d + M6h		F
Marquage au sol : pictogramme représentant le sigle "personne en fauteuil roulant" peint en blanc sur les limites ou le long de l'emplacement ou encore en son milieu		F
<b>Répartition homogène des emplacements sur la voirie de la commune selon plan de zonage</b>		F
<b>Parcmètres</b>	A confirmer.	S
<i>FEUX DE CIRCULATION PERMANENTS</i>		SO
<i>POSTES D'APPEL D'URGENCE</i>		SO
<i>EMPLACEMENTS D'ARRET DE VEHICULE DE TRANSPORT COLLECTIF</i>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<b>Hauteur du trottoir adaptée aux matériels roulants utilisés</b>	A préciser.	S
<b>Au moins 1 cheminement d'accès, depuis le trottoir jusqu'à l'aire d'attente, dégagé de tout obstacle</b>	A préciser	S
<b>Largeur entre le nez du trottoir et le retour de l'abri pour voyageurs éventuel</b>	Confirmer la présence d'un abri pour voyageur.	S
<b>Signalisation du nom, de la lettre ou le numéro identifiant la ligne de transport</b>		PM
Avec des caractères contrastés d'une hauteur $\geq 12$ cm		PM
Nom du point d'arrêt lu perpendiculairement à l'axe de la chaussée		PM
Première lettre du point d'arrêt en majuscule suivie de minuscules d'une hauteur $\geq 8$ cm et contrastées par rapport au fond		PM
<b>Transports guidés par rail avec une hauteur de quai <math>&gt; 26</math> cm</b>		PM
Mise en place d'une bande d'éveil et de vigilance sur toute la longueur du quai (conforme à la norme NF P 98-351)		